

Cameroun

Performances macroéconomiques

Si les efforts d'assainissement budgétaire engagés par les pays de la CEMAC, comme la remontée des prix du pétrole et la mise en œuvre d'une politique monétaire restrictive, ont amélioré les performances économiques en 2018, l'environnement économique et financier régional demeure difficile et fragile. En 2018, la croissance du PIB réel du Cameroun atteint 3,8 % contre 3,5 % en 2017 grâce à la demande intérieure, principal soutien de la croissance économique, notamment par la consommation et l'investissement. Le déficit budgétaire a poursuivi son déclin et est estimé à 2,6 % du PIB en 2018 contre 4,9 % en 2017 et 6,2 % en 2016.

Le financement des projets d'infrastructures réalisés dans le cadre de la politique d'émergence du pays, grâce à des prêts commerciaux et publics, a conduit à une accumulation de la dette publique qui, en 2018, atteint 34 % du PIB (ou 38 % avec l'inclusion de la dette de grandes entreprises publiques) contre 12 % en 2007. La politique monétaire commune de la CEMAC restrictive en 2017 le demeure en 2018. L'inflation est estimée à 1,1 %, taux moins élevé que celui de la norme communautaire de 3 %. Le solde de la balance courante reste déficitaire en 2018 avec 3,2 % contre 2,7 % en 2017.

Perspectives : facteurs positifs et négatifs

La croissance projetée du PIB réel devrait atteindre 4,4 % en 2019 et 4,7 % en 2020 grâce à la mise en activité d'infrastructures de production énergétique et de transport, et à la remontée des cours mondiaux du pétrole. Le déficit de la balance des transactions courantes devrait se stabiliser autour de 3,1 % du PIB en 2019 et 2020. Le taux d'inflation projeté devrait rester inférieur à 3 %, la norme communautaire.

Cependant, ces perspectives de croissance sont incertaines. Le niveau des recettes budgétaires attendues en 2019 est fortement dépendant des fluctuations des cours

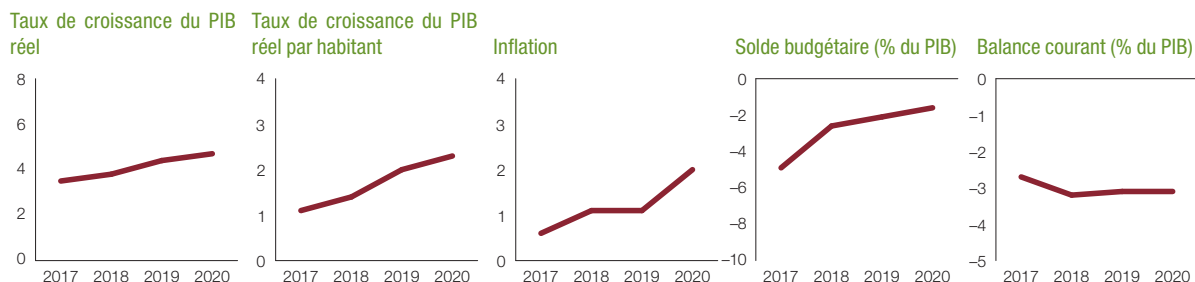
mondiaux du pétrole. Le pays devra poursuivre ses efforts pour la restauration de l'équilibre de ses comptes publics, reconstitution des réserves de change et consolidation de la partitè monétaire régionale.

Les perspectives de croissance économique sont également menacées par la dégradation de la situation sécuritaire dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, en proie à une crise socio-politique persistente, où se trouvent d'importantes zones de production agricole et la plus grande entreprise agro-industrielle nationale. Si cette crise persiste, elle pourrait accroître le niveau des dépenses de défense et de sécurité, affectant ainsi les prévisions budgétaires de 2019.

L'économie camerounaise reste la plus résiliente de l'Afrique centrale par sa relative diversification, cependant elle est vulnérable du fait de la faiblesse de sa base de croissance et de sa forte exposition aux variations des cours mondiaux des matières premières.

La réalisation de projets de chaînes de valeurs dans les filières agrosylvopastorales et halieutique pourrait contribuer à renforcer sa résilience économique. Ce renforcement requiert une amélioration de la compétitivité de l'économie, notamment par un plus grand soutien à la facilitation des transports, au développement du secteur privé et du commerce régional vu la position géographique du pays.

Afin d'atteindre l'émergence économique de la Vision 2035, le gouvernement a mis en œuvre, sur la base du Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE 2010-2020), étape décennale de la Vision 2035, un important programme d'investissement. La réalisation de projets structurels dans des secteurs clés de l'économie accélèrera la croissance, promouvra et créera des emplois et réduira la pauvreté. Le gouvernement a déjà réalisé différents ouvrages de production électrique afin de résorber le manque d'infrastructures du secteur, d'accroître la capacité installée actuelle de 1300 mégawatts, et vise à en faire un secteur clé de l'exportation.



Source : Données des administrations nationales ; les chiffres pour 2018 sont des estimations, et les chiffres pour 2019 et 2020 sont des projections de l'équipe des Perspectives économiques pour l'Afrique.